

TRIBUNE

L'INSTRUCTION EN FAMILLE ET LES TROUBLES ANXIEUX SCOLAIRES

De l'urgence de la reconnaissance et de la prise en compte des Troubles Anxieux Scolaires
dans les motifs d'autorisation d'Instruction en Famille pour le respect de l'intégrité physique et psychique de nos enfants

« Nos familles ne sont pas dans une logique « politique », « corporatiste » ou « idéologique » »
Telle était l'introduction de notre première tribune.

Aujourd'hui, elles ne sont toujours pas dans ces logiques, ni dans une logique « séparatiste » ou « libertaire ».
Elles demeurent au contraire dans une optique « positive », « collaborative » et « inclusive », à la recherche de solutions et d'adaptations de vie et d'instruction qui permettent de sauver leurs enfants.

La Phobie Scolaire : une réalité toujours taboue mais bien plus visible, qui n'est toujours pas prise officiellement en compte dans les évolutions des politiques publiques.

Marie-Rose Moro pédopsychiatre et directrice de la maison de Solenn parle d'une véritable épidémie. Ce sont toujours **1 à 3% d'élèves qui sont concernés** par des troubles anxieux scolaires qui peuvent rendre malade et invalider certains enfants sévèrement et durablement. Ce sont **à minima 120 000 élèves** en grande souffrance sur lesquels les évolutions législatives continuent à fermer les yeux, aggravant ainsi leur situation et plongeant leurs familles dans le plus grand désarroi.

L'incompréhension de leurs maux, l'inadaptation des solutions proposées, la pression de l'obligation scolaire et d'une inclusion niant leur souffrance aggravent leur état, fragilisent leurs familles et les poussent vers une déscolarisation certaine. La plupart d'entre eux aspirent pourtant encore à étudier, rêvent toujours d'un avenir passant par des études, souhaitent plus que tout redevenir des élèves en culpabilisant de ne pas y parvenir.

Ce sont pour ces raisons, pour leur éviter la « désintégration cognitive » dont parle le Professeur Rufo, que, quand tout a été essayé, **la pause scolaire est souvent nécessaire.** Elle est désormais préconisée par de nombreux spécialistes de la pédopsychiatrie. Elle apparaît à regret aux parents comme une incontournable nécessité. Elle est acceptée par les enfants, bien souvent la mort dans l'âme.

Car ils ne sont ni des fainéants, ni des décrocheurs. Leurs familles n'optent pas pour l'instruction en famille (IEF) par idéologie et ce ne sont pas des parents démissionnaires ou laxistes. Cette pause, parents et enfants ne la choisissent pas : ils la subissent !

Elle constitue souvent, face aux limites du système, la seule manière de soigner durablement l'enfant, de le mettre à l'abri de situations de **harcèlement**, et de protéger la famille des conséquences désastreuses liées à la méconnaissance de ce problème et aux préjugés qui l'entourent.

Elle devient la seule solution possible pour satisfaire l'exigence d'obligation d'instruction qui incombe aux parents tout en tenant compte de l'état de santé de leur enfant. Dans quel vide juridique seront ces enfants et leurs familles à l'avenir si l'IEF ne leur est pas accordée, notamment dans les situations d'urgence vitale ?

Une déscolarisation qui n'est pas un confort et dont la nécessité doit désormais être reconnue.

Le CNED réglementé est pour beaucoup la première option pour ne pas s'éloigner de ce système vers lequel un retour reste souvent le but. Mais les obstacles pour y accéder sont nombreux et parfois insurmontables.

L'instruction en famille demeure alors la seule option pour répondre à l'obligation d'instruction de tous parents. C'est aussi la seule viable pour des enfants épuisés physiquement et psychiquement car la pause scolaire a eu lieu trop tard pour certains, aux troubles des apprentissages trop lourds pour pouvoir répondre aux exigences du CNED.

Pour ces raisons, il devient urgent que l'État et l'Éducation Nationale reconnaissent officiellement les Troubles anxieux scolaires.

Les troubles anxieux scolaires et les enfants qui les manifestent sont objectivement visibles et détectables.

Ils offrent, ainsi que leurs familles, toutes les garanties permettant de considérer qu'ils ne profitent en rien des possibilités qui leur sont offertes. Pour la plupart, ce sont :

Des **enfants diagnostiqués**,

Des **enfants à besoins éducatifs particuliers avec bien souvent des profils atypiques dûment établis par des spécialistes**,

Des **enfants, parfois, victimes de harcèlement traçable et avéré**,

Des **enfants suivis** médicalement et/ou thérapeutiquement régulièrement.

C'est pourquoi nous vous demandons d'inscrire les troubles anxieux scolaires, avec toutes les garanties que vous jugerez utiles, dans les cas d'autorisation de l'IEF de l'article 21 de la loi sur le séparatisme et par extension dans ceux d'octroi du CNED réglementé mentionné dans la circulaire de 2017 relative à l'obligation scolaire.

La grande difficulté réside dans la pénurie de pédopsychiatres (dont les certificats sont souvent exigés) : la prise en compte de cette problématique est impérative car source réelle de difficultés pour obtenir aujourd'hui un CNED malgré tous les suivis psychologiques et médicaux autres.

Il convient donc de s'assurer que les certificats de médecin traitants et les recommandations de psychologues suivant l'enfant soient bien pris en compte dans toutes les régions, comme justificatifs, par les administrations.

Il s'agit là de **la seule manière d'offrir aux parents la possibilité de se concentrer sur les soins de leurs enfants**, tout en respectant l'obligation d'instruction qui leur incombe, pour leur permettre à terme de redevenir des élèves.

Il s'agit là de **la seule manière de sauver ces enfants en leur donnant les moyens de se reconstruire puis de s'instruire** et en leur laissant le temps dont ils ont besoin pour reprendre confiance dans l'École de la République.

Voir l'enfant avant l'élève ! Soigner l'enfant pour qu'il redevienne un élève !

